Il serait vain d'affirmer que Patrice CADET et encore moins l'OCE, seraient opposés à la continuité écologique. **Nous prétendons depuis 2012 qu'elle peut être assurée par des aménagements d'ouvrages**, alors que la doctrine écologiste milite aveuglément pour leurs destructions. Ce dogme, soutenu par le ministère de l'écologie, a réussi à faire croire aux élus que les destructions étaient favorables à l'environnement et aux espèces piscicoles. Des moyens financiers considérables y ont été consacrés sans bilan significatif ni pour les poissons ni pour la biodiversité. Seul résultat probant : on paye pour détruire et il faudra payer pour reconstruire.
Cette vidéo de Patrice CADET expose très clairement les enjeux.

Il n'y manque, faute de temps, que deux sujets importants :

L'évaporation:
Les hydrologues formatés, dépourvus de bon sens, invités toutes les semaines au micro de France Inter, blâment et dénoncent l'évaporation en méconnaissant certains principes :

Ne s'évapore que l'eau disponible. Un étang et un cours d'eau à sec n'évaporent plus rien. Mais il n'est pas certain que ce soit le bon schéma pour satisfaire les besoins humains et ceux, très importants, de la nature ?
La rosée matinale résultant de l'évaporation est vitale. Sans rosée, la nature et les animaux sont en danger.
L'évaporation alimente le petit cycle de l'eau.
Nous apprécions Hervé COVES. Formidable conteur, très fin observateur de la nature et accessoirement ingénieur agro. Il explique très bien les différents cycles de l'eau ignorés des pourfendeurs de l'évaporation.

https://www.youtube.com/watch?v=ZhtQ89NzOjs

La gestion quantitative de l'eau:
Sur les 200 milliards de mètres cubes d'eau douce (*) nous en consommons (toutes consommations confondues) environ 30 milliards de mètres cubes.

Il s'écoule donc 170 milliards de mètres cubes d'eau douce, perdus dans l'océan qui lui, n'a absolument pas besoin d'eau.
Pendant ce temps les écologistes ne prônent que les restrictions, au lieu de

suggérer stocker l'eau excédentaire pour répondre aux enjeux.
Nous avons des gazoducs qui traversent l'Europe et des pipelines au fond des océans pour nous approvisionner en pétrole. Il n'y a donc aucun problème technique en France pour transporter l'eau (**) d'une région excédentaire à un territoire urbain et rural déficitaires.
Les prospectives ne vont pas dans ce sens : elles sont sclérosées par une minorité.

La gestion quantitative de l'eau se limite essentiellement à des arrêtés préfectoraux de restrictions d'usages. Le choix politique de couper les robinets risque de voler en éclat quand les usagers n'accepteront plus l'incapacité de l'Etat à satisfaire tous les besoins en eau, en toutes circonstances.
Responsable mais pas coupable ?
Des plaintes pourraient un jour être déposées en ce sens, car militer pour réduire nos 30 milliards consommés tout en laissant se perdre 170 milliards de mètres cubes d'eau douce à quelque-chose d'inaudible, d'insensé, de caricatural et de coupable.

(*) selon « eaufrance ». Nous ne sommes pas à un milliard de mètres cubes ni d'euros près dans un pays richement doté financièrement et hydrologiquement.
(**) dans des tuyaux, car à ce jour, elle est transportée en camions, à défaut d'aménagements dédiés.